

Texte d'orientation

adopté lors de la réunion nationale du 28 juin 2008

Ce texte a pour objet d'exposer l'analyse des communistes unitaires concernant la situation politique et les moyens d'y faire face.

Il énonce les buts et les moyens qu'ils se donnent à travers le développement de l'Association des communistes unitaires.

La situation politique et les conditions de déploiement de l'hypothèse d'une transformation sociale

Un an après l'élection de Nicolas Sarkozy, la situation politique paraît plus paradoxale que jamais.

La droite ultralibérale et sécuritaire dispose des leviers essentiels du pouvoir, mais chacune de ses réformes est contestée et le gouvernement connaît une impopularité durable. Elle **avance dans la mise en œuvre de ses projets, mais doit compter sans cesse avec de puissants mouvements sociaux de résistance**, souvent approuvés par l'opinion publique.

Ainsi **persiste en France une vitalité des valeurs progressistes, de justice sociale et d'égalité**. Les luttes pour la défense des services publics, chaque fois qu'elles dépassent le strict registre de la défense catégorielle d'intérêts corporatistes, sont emblématiques d'une résistance idéologique importante.

D'autre part, la critique du capitalisme est alimentée à travers l'analyse de la crise financière et avec la mise en évidence des contradictions entre la préservation de la planète et les logiques libérales en œuvre.

Nicolas Sarkozy paye en partie le prix de son volontarisme politique, avec un retour de bâton d'autant plus fort que la désillusion est grande. La seule possibilité, pour lui et pour Fillon, risque d'être la fuite en avant dans des réformes structurelles toujours plus radicales et plus injustes.

L'ensemble de la gauche est dans le même temps pris dans le piège de l'absence de renouvellement de ses analyses et projets, et de son incapacité à formuler une visée alternative au projet libéral. Elle ne réussit pas à mettre au cœur du combat d'aujourd'hui les enjeux internationaux et européens, les enjeux anthropologiques (enjeu écologique, ville, démocratie et rapport à l'Etat, bioéthique et éthique, dépassement de toutes les dominations...). La droite tient toute une partie de sa force de cette impuissance.

La distorsion entre résistance idéologique d'une partie important de la société et difficulté de la construction en positif d'une ambition pour la société, d'une autre vision du monde, s'accroît.

C'est vrai concernant le Parti socialiste, dont le mouvement idéologique vers le centre se poursuit. Lorsque Bertrand Delanoé souligne que socialisme et libéralisme ne s'opposent pas mais doivent se conjuguer, il sait très bien qu'il tire le centre de gravité du débat sur l'alternative à Sarkozy vers la droite. Et lorsque Ségolène Royal en souligne au contraire l'incompatibilité, on sait que cela n'annonce pas un quelconque retour critique sur sa ligne politique lors de la campagne des présidentielles : cela participe au brouillage des repères à gauche. Il en est encore ainsi lorsque Cécile Duflot tente la construction d'un attelage écologiste avec Daniel Cohen-Bendit en vue des élections européennes.

Les résistances au sein du Parti socialiste peuvent s'apprêter, dans la perspective de son congrès de fin 2008, à choisir : soit rentrer dans le rang pour être de simples supplétifs d'une formation social-libérale (prête à s'allier avec François Bayrou), soit s'engager hors d'un PS recentré dans l'aventure de la construction d'une nouvelle force politique.

Des choix qui seront faits par les courants les plus à gauche du PS dépendront à l'évidence une partie de la reconfiguration à gauche.

Les distorsions entre résistance idéologique et construction alternative concerne aussi les forces syndicales, et le mouvement social dans sa globalité. Depuis des années, les luttes de résistance, même fortes, ne parviennent pas à contrecarrer les contre-réformes gouvernementales. Au mieux, elles en limitent les effets, contribuant de fait parfois à rendre acceptables des réformes libérales, sous réserve de saupoudrage social ou de mesures d'accompagnement. De ce fait, nous ne sommes pas à l'abri que les luttes elles-mêmes finissent par nourrir un désir de régulation du capitalisme, « faute de mieux ».

Globalement, le mouvement social apparaît hors de capacité à peser vraiment sur le cours des choses, pouvant conduire demain aussi bien à des formes de radicalisation ou de désespérance qu'à la recherche de constructions politiques nouvelles.

Le mouvement syndical, à des degrés différents, laisse en partie de côté l'articulation décisive énoncée par la Charte d'Amiens entre « besoin quotidienne » (la revendication immédiate) et « besoin d'avenir » (la transformation sociale). Ce faisant, elles restent confinées dans des registres essentiellement défensifs.

Or, si le syndicalisme d'accompagnement peut tirer profit de la dissociation entre action syndicale et alternative politique, car elle déplace vers lui le champ des luttes, c'est au détriment du syndicalisme de transformation sociale. C'est ainsi que la perspective unitaire du syndicalisme de transformation sociale est plus que jamais nécessaire.

Enfin, la distorsion entre résistance idéologique et construction alternative concerne aussi **la gauche alternative**. Elle est **morcelée**, bien qu'il existe des espaces où se rencontrent des militants issus de différentes cultures militantes. Elle dispose d'éléments nombreux de réflexion et d'analyse critique, et de proposition, mais **pas d'un projet identifiable, mobilisateur, lisible**, qui ne pourrait être que le résultat d'un processus dynamique d'appropriation citoyenne, et de métissage entre les différentes cultures politiques.

La LCR est engagée dans sa mutation en Nouveau Parti Anticapitaliste, en espérant tirer les bénéfices de la déconsidération de la ligne social-libérale du PS, de la désaffection du PC, de l'affaiblissement de Lutte Ouvrière, et aussi de l'image moderne et populaire de son porte-parole. La ligne politique, le processus et son calendrier en sont d'ores et déjà annoncés, avec à la fois l'absence d'initiative visant à l'unité avec les autres courants de la gauche de gauche, l'impasse sur le rapport à la gestion et les ambiguïtés sur la perspective d'une gauche majoritaire sur un projet de transformation.

Avec l'évolution prévisible du PS et le positionnement du NPA, **la gauche d'alternative, les forces et les citoyens qui veulent une vraie alternative transformatrice se trouvent prise en tenaille** : d'un côté, le social-libéralisme, acceptation du libéralisme et accompagnement pour en compenser à la marge les effets, de l'autre un certain purisme révolutionnaire qui associe mouvementisme pour l'immédiat et incantation générale sur la perspective. **Le risque est que ne sorte d'un tel affrontement que de l'impuissance**, au bénéfice soit de la droite, soit du social-libéralisme : une absence d'alternative réellement transformatrice, positive, crédible.

Le PCF n'a pas tiré sérieusement les leçons de son choix de mai 2007. Au contraire, son noyau dirigeant érige l'impuissance en orientation stratégique et l'isolement comme une vertu. Alors que débute la présidence de l'Union européenne par Sarkozy, et que dans un an auront lieu les élections au Parlement européen, il ne prend aucune initiative pour ouvrir un espace politique avec d'autres, pour travailler sur un projet européen alternatif en même temps que pour développer des grandes campagnes de mobilisation.

Sa direction préfère se raconter des histoires sur les résultats des élections locales de mars 2008, tandis que sa secrétaire nationale envisage ouvertement l'élection lors du congrès de décembre 2008 d'une direction plus « resserrée » et plus « homogène ».

Surtout, elle ne veut pas comprendre qu'il n'existe pas d'espace politique pour une force qui prétendrait à la transformation de la société en ne mettant pas au cœur de son action la critique des logiques institutionnelles et leur dépassement, et qui ne chercherait pas à rendre possible le passage de la critique du capitalisme à la construction politique.

En fait, les indices d'un délitement, d'une crise politique majeure du PCF sont maintenant nombreux : à la désaffection de la grande majorité des adhérents, s'ajoutent des conflits internes, comme à la section de Montreuil en Seine-Saint-Denis, la colère d'un nombre croissant de cadres intermédiaire pour qui la situation actuelle est intenable, et l'impuissance du noyau dirigeant.

Dans la préparation du congrès de décembre 2008, **le débat sera centré sur l'alternative entre une vraie fausse novation incarnée par les uns** (sans contenu pour le noyau dirigeant, régressive pour les courants orthodoxes) **et une métamorphose** (avec les différentes possibilités concernant le cadre, le processus, les modalités d'une telle transformation).

Les différents autres espaces et partis politiques existants – coordination nationales des collectifs, MAG, Alternatifs, MARS-GR, etc. – ainsi que bon nombre des personnalités qui s'étaient retrouvées en 2005 au sein de l'appel des 200 face au projet de Constitution pour l'Europe, se sont retrouvées fin mai au sein de **l'appel lancée à l'initiative de la revue Politis**.

Cette initiative, qui à ce jour a été approuvée par près de 10 000 personnes, et qui commence à prendre racine au niveau local, **constitue une tentative forte pour la relance d'une convergence en vue d'un travail de fond sur l'alternative politique**. A travers sa déclinaison locale, à travers des modalités originales de travail, qui sont à inventer, peut se jouer une part de l'avenir de la gauche alternative, à court et moyen terme.

Se pose ici deux questions décisives :

- premièrement, la démocratie, **le processus unitaire à construire doit être ouvert, polymorphe, favoriser l'expérimentation, construire une alchimie entre convergence des forces et des citoyens** (sans laquelle il n'y a pas de construction nouvelle possible). Il doit reconnaître la richesse de chacune des forces et de chaque personne, en assumant pleinement la richesse du pluralisme, en même temps qu'il doit s'agir du métissage patient des cultures et expériences politiques. Il est de ce point de vue particulièrement décisif que dès à présent le processus s'attache à **développer le dialogue avec les forces sociales – syndicats, associations, réseaux... - sur le terrain du rapport entre mouvement social et politique et sur le terrain du rapport aux institutions**. Cela nécessitera un travail rigoureux, dans la durée ;
- deuxièmement, aucun processus de travail en vue d'un projet politique ne peut aujourd'hui accorder aux **questions anthropologiques** la place secondaire qui leur étaient destinées autrefois : l'enjeu écologique et l'avenir de la planète, la ville et les territoires, le rapport au monde et la question des migrations, la question des libertés, individuelles et collectives, l'enjeu de la démocratie et de l'appropriation réelle des savoirs et des pouvoirs, la bioéthique et les valeurs éthiques concernant la personne humaine, le dépassement concomitant de toutes les dominations dans l'ensemble des sphères de la vie sociale doivent être au cœur de celui-ci.

Les communistes unitaires : tournés vers la réflexion et l'action

En mars 2007, lors de la création de l'association des communistes unitaires, nous avons décliné ainsi son but :

« Nous voulons construire un espace communiste ouvert en articulation avec les luttes sociales et le mouvement antilibéral. Ce mouvement est à la fois résolument pluraliste et à la recherche d'une convergence durable. Nous voulons que cette association soit un outil d'élaboration, de mise en commun, d'initiatives, et soit ouverte à tous ceux qui se vivent comme communistes, indépendamment d'une éventuelle appartenance politique. Une association pour la réflexion et pour l'action. Nous voulons aussi affronter le problème de la dispersion et de la démobilisation des communistes. »

« Nous voulons que cette association soit un outil d'élaboration, de mise en commun, d'initiatives, et soit ouverte à tous ceux qui se vivent comme communistes, indépendamment d'une éventuelle appartenance politique. Une association pour la réflexion et pour l'action. Nous voulons aussi affronter le problème de la dispersion et de la démobilisation des communistes. »

« Nous recherchons la mise en réseau de lieux autonomes construits localement - par département, par région. »

Depuis, nous avons été présents dans les différentes initiatives et dans les espaces de la gauche d'alternative.

Et dans les tracts diffusés dans les mouvements de ces derniers mois nous avons affirmé constamment le désir d'unité qui est le nôtre :

« Membres ou non d'un parti, les Communistes unitaires veulent travailler à refonder, faire vivre et partager le communisme politique dans une démarche citoyenne. Acteurs des luttes, ils entendent contribuer, avec tous ceux et toutes celles qui le souhaitent, à la construction d'un nouveau projet politique et d'une nouvelle force de transformation sociale.»

Cependant notre apport singulier concerne non seulement le désir d'unité, que nous partageons heureusement avec beaucoup d'autres, mêmes démobilisés, mêmes en retrait dans l'attente que « quelque chose de nouveau s'engage », mais surtout **la construction d'éléments de cohérences** :

- dans l'analyse de la société, dans la critique du capitalisme et de l'ordre social,
- dans l'action pour résister et dans la construction d'alternatives, dans la construction d'une vision cohérente de la société, notamment à partir des luttes et des espaces d'émancipation existants, des lieux d'alternatives au quotidien.

A partir du constat du morcellement des luttes, des critiques, des analyses, des propositions, et face au mille-feuille des programmes qui n'ouvrent pas de vision cohérente ni sur une perspective, les communistes unitaires veulent construire des éléments de cohérence, des analyses sur les problèmes posés à la société.

Une spécificité des communistes unitaires est de considérer qu'au-delà de l'unité comme passage obligé pour construire un projet de transformation sociale et une nouvelle force politique dans les conditions d'aujourd'hui, la cohérence d'une vision, d'une approche globales est indispensable pour cette transformation.

Un effort de structuration et d'organisation

Lors de la création de l'association, nous avons alors choisi une forme modeste de structuration, avec une instance de coordination chargée de :

« favoriser la circulation de l'information entre tous, de rechercher le plus large consensus sur toutes les prises de positions, d'assurer la participation active des communistes unitaires dans les lieux d'initiatives politiques et de délibérations collectives, de mutualiser les expériences et d'élargir la participation à l'espace des communistes unitaires. »

Ces tâches ont globalement été mises en œuvre à travers :

- la liste d'échange sur le Net ;
- la création du site Internet (communistesunitaires.net) alimenté quotidiennement ;

- les prises de position publique régulière, la tenue des réunions nationales, la présence à la fête de l'humanité,
- notre présence dans les différents espaces de la gauche de gauche...

Cependant, depuis des mois, nous avons constaté que **notre prudence initiale quant à la structuration limite considérablement nos capacités d'initiatives** : la situation politique appelle des prises d'initiatives bien plus importantes.

La volonté de ne pas copier ce que nous reprochons au fonctionnement des partis traditionnels ne doit pas déboucher sur l'absence d'initiatives mais sur une discussion régulière et une évaluation régulières de nos pratiques.

C'est ainsi en particulier que nous avons été interpellés par des camarades qui se sont mis en retrait du PCF (qu'ils en restent adhérents ou pas) et par des camarades de la gauche de gauche concernant notre contribution concrète aux initiatives politiques à développer.

D'ores et déjà, nous avons été amenés à prendre des initiatives qui débordent largement le cadre initial posé en mars 2007, notamment suite aux réunions du 30 juin 2007, à la fête de l'Humanité et à la réunion du 26 janvier 2008.

Cela a été le cas avec :

- notre présence aux manifestations de mai 2008, à Paris et en province,
- la création récente de « Cerises »,
- notre rôle pour le développement d'initiatives à partir de l'appel de Politis, le travail sur des contributions de fond (par exemple « Changeons ce monde »).

Est maintenant posée la question des moyens pour aller beaucoup plus loin dans le même sens.

Il s'agit :

- **de développer notre rôle de laboratoire d'idées, en interaction avec les autres espaces.** C'est ce que nous avons commencé à faire avec le travail en ateliers par thèmes. Il sera nécessaire de trouver la forme pour rassembler les contributions produites et les diffuser (parution périodique ?). Ce travail devrait notamment **traiter des blocages culturels et politiques de longue durée qui jusqu'à présents ont empêché certains métissages et des moyens de les dépasser** : comment concilier autonomie, expression des différentes cohérences et métissages des cultures politiques ? quelles alternatives concrètes aux formes anciennes de politisation, d'animation de la vie politique ? Avec leur approche, comment les communistes unitaires peuvent-ils y contribuer ? ;
- **d'intervenir en tant que tel dans les mouvements sociaux et pour le développement de luttes politiques porteuses d'un bon niveau d'analyse et de proposition**, incluant d'une part les questionnements et la prise d'initiative concernant les séparations entre les champs politiques, associatifs et syndicaux, d'autre part les enjeux de rapport aux institutions et à la gestion. Cela revient notamment à **resserrer le lien entre le social et le politique par un traitement politique des enjeux sociaux et sociétaux, par un lien étroit entre novations de**

fond et initiatives concrètes. Et cela intègre la prise d'initiative sur des combats gagnables ;

- **de participer à initier et développer des processus de convergence pour un nouveau projet et une nouvelle force.** C'est le cas à travers chaque initiative et particulièrement avec l'appel de Politis. Cela devra être le cas sur l'enjeu européen, dans le contexte de la présidence Sarkozy de l'Union européenne et dans la perspective des élections au Parlement européen de juin 2009.

La confirmation de l'objectif d'une association tournée vers l'action suppose de passer à une autre échelle en termes de mobilisation et de moyens.

Cela pose :

- la question du développement de notre implantation locale et du rapport entre local et national : **nous confirmons que l'ancrage local de l'association est la clef de son développement mais aussi du travail à mener sur le fond et des initiatives à prendre pour la construction d'une alternative politique ;**
- la question de l'investissement des Communistes unitaires dans l'animation de leur association nationale, et de la rencontre avec tous ceux qui pourraient participer à cet effort. La « coordination nationale » devient un « collectif d'animation » ayant en charge de développer des initiatives politiques en lien avec les associations et groupes locaux. Comme précédemment, y participeront outre les camarades désignés à cette réunion, les camarades désignés par les associations et groupes locaux (comme précédemment), les travaux restant ouverts à tous ceux qui le souhaitent.



communistes unitaires

Membres ou non d'un parti, les Communistes unitaires veulent travailler à refonder, faire vivre et partager le communisme politique dans une démarche citoyenne. Acteurs des luttes, ils entendent contribuer, avec tous ceux et toutes celles qui le souhaitent, à la construction d'un nouveau projet politique et d'une nouvelle force de transformation sociale.

contact.communistes.unitaires@gmail.com

www.communistesunitaires.net